



Les opérations sur le sous compte devront être contresignées par une des personnes, membres du Comité de gestion.

Après la sortie du ministre de l'Administration Territoriale, Paul Atanga Nji, exigeant la fermeture du compte destiné à recueillir les contributions du programme Survie-Cameroun-Survival-Initiative, le MRC a décidé de mettre en place un mécanisme de sécurisation de ce Fonds.

En effet, une correspondance adressée au directeur général d'Afriland First Bank à Yaoundé et contresignée par les professeurs Alain Fogué Tedom et Grégoire Jiogue, révèle que «outre les signatures de M. Christian Penda Ekoka, président du Comité de gestion des fonds et de M. Dekum Ta Nda Huges Martin, toutes les opérations sur ce sous compte devront en plus être contresignées par une des personnes, membres du Comité de gestion. Le représentant du ministre des Finances, le représentant du DGSN, M. Wanah Bumakor Immanuel, Madame Maximilienne Ngo Mbe». D'après le quotidien

Le Messenger édition du 13 avril 2020, le verrouillage se situe à deux niveaux au moins. «D'abord le Fonds Survie est globalement protégé parce qu'il est un sous compte du compte principal du MRC logé à Afriland First Bank. De ce fait, il devient difficile pour quelque tierce de s'accaparer aussi facilement. En deuxième lieu, le nombre de signatures exigées pour y sortir le

moindre franc est considérable. Ceux qui sont connus du grand public ne sont nullement des enfants de chœur. Maximilienne Ngo Mbe en est une parfaite illustration», soutient le journal.

Par ailleurs, la décision du MINAT n'a entamé en rien la volonté des Camerounais de constituer un pactole de survie. Les contributions ont doublé depuis lors. «Le compteur des collectes aujourd'hui affiche 400.000 € (environ 262 millions de FCFA)», peut-on lire. «La question est désormais de savoir ce que va faire le MINAT face à une telle bravade. C'est une épineuse question à laquelle est confrontée Atanga Nji.

Un vrai dilemme dans la mesure où s'il laisse faire, cela s'apparenterait tacitement à une reconnaissance de ce que Maurice Kamto a appelé une "défaillance présidentielle" et si par contre il se décide d'aller par la force, il court le risque de jeter le peuple dans la rue en ces temps de délicatesse sanitaire pour défendre ses avoirs», analyse notre confrère.

Cameroun-Info.Net

Avec 237 actu, Suivez l'évolution du covid-19 sur le territoire camerounais, et dans tout le monde entier, jour après jour en suivant le lien <https://www.237actu.com/covid19-info>. Continuons tous à respecter les consignes gouvernementales pour ensemble vaincre ce virus qui continue à faire des ravages.
